Aux parents, personnels municipaux et personnels enseignants,

La **décision unilatérale des élus de Cherbourg-en-Cotentin** de prolonger le schéma actuel de la semaine scolaire a révolté les parents, les personnels territoriaux (Atsem) et les enseignants. C'est pourquoi, **tous ensemble**, nous avons manifesté le mercredi 20 décembre. Lors de ce rassemblement, une délégation enseignants/parents/Atsem a été reçue par M Hébert, maire délégué d'Equeurdreville et M Lepoittevin, maire délégué de Tourlaville. Les présents peuvent témoigner que très loin de calmer notre mécontentement, leurs réponses ont renforcé les raisons profondes de l'actuel malaise.

Nos interrogations et notre colère demeurent très fortes puisque ces deux élus ont reconnu une maladresse de communication et à demi-mot le non respect de leur propre engagement d'une concertation locale. Par ailleurs, le point central de notre différend reste entier sur la méthode : cette décision politique n'a même pas attendu les expressions des conseils d'école qui ont eu lieu et continueront à se tenir début janvier.

En conséquence, nous appelons à un **deuxième rassemblement**

le mercredi 17 janvier à 17h00 devant l'Hôtel de ville de Cherbourg en Cotentin.

Nous solliciterons une audience afin de **présenter l'ensemble des consultations** réalisées auprès des familles et **les avis exprimés par les conseils d'école**. Nous exposerons également la **proposition collective retenue par une immense majorité d'écoles, à savoir le retour à la semaine de 4 jours**. Initiative que nous relaierons ensuite à notre propre administration.

L'intersyndicale **Sud Education, Snuipp, Snudi-FO et CGT éduc'** incite les écoles à tenir leur conseil d'école, à recueillir les résultats des enquêtes auprès des familles et à renvoyer aux élus ainsi qu'à l'administration les résultats des consultations et le vote du Conseil d'école.

L'intersyndicale appelle donc les parents, les ATSEM et les enseignants à être très nombreux à contester la manière de pratiquer de Cherbourg-en-Cotentin et à prendre enfin en compte les avis exprimés.

Nous espérons vivement un retour à des pratiques respectueuses et à une réelle écoute de toutes les parties.